
FICHES THÉMATIQUES

1.1 La croissance mondiale

Depuis 1960, la croissance mondiale a été relativement rapide. Estimée sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA), le produit intérieur brut mondial a crû, en moyenne, de 3,8 % par an. La population mondiale ayant augmenté de 1,7 % par an, la richesse par habitant a progressé de 2 % par an. Cette croissance n'a été ni régulière, ni uniforme sur l'ensemble du globe :

- jusqu'au début des années soixante-dix, l'expansion a été rapide, centrée sur l'industrie de la « Triade » (États-Unis, Europe et Japon) ;
- les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont ensuite provoqué un net ralentissement de la croissance des grands pays industriels. La hausse du prix du pétrole a transféré une partie de la richesse vers les pays producteurs ;
- du milieu des années quatre-vingt jusqu'en 2001, la reprise est restée contrastée selon les zones, entrecoupée de crises financières ;
- depuis, la croissance s'accélère, tirée par les pays émergents, notamment la Chine.

Jusqu'aux années quatre-vingt-dix, la zone euro, les États-Unis et le Japon ont contribué à plus de la moitié de la croissance mondiale. Ce dynamisme des pays les plus riches a amplifié les inégalités dans le monde. En 1990, le PIB d'un Américain était 4,8 fois plus élevé que la moyenne mondiale (contre 4,4 en 1960) et celui d'un Européen, 3,5 fois plus (contre 2,6 en 1960).

Mais la croissance des pays riches s'est progressivement essouffée. Elle n'a été que de 2,2 % en moyenne dans la Triade entre 2001 et 2007, contre 4,1 % dans le monde. Les pays émergents ont pris le relais. Ainsi, depuis 2001, la Chine et l'Inde contribuent au tiers de l'accroissement du PIB mondial. Ce nouveau cycle de croissance est porté par la mondialisation des échanges et le développement des investissements internationaux, attirés par la main-d'œuvre à faible coût. Ainsi, plusieurs pays - Chine, Inde, Brésil, Mexique, Indonésie, etc. - s'industrialisent rapidement. Cette croissance génère une forte demande de matières premières (pétrole, gaz, métaux, etc.) bénéficiant aux pays disposant de ces ressources.

Si cette accélération, mesurée en taux de croissance, est spectaculaire, les progrès restent plus limités en niveau. Ainsi, en Chine, et surtout en Inde, le niveau de vie moyen demeure encore très bas : le PIB par habitant y est encore respectivement deux et quatre fois plus faible que la moyenne mondiale. En 2007, avec 11 % seulement de la population mondiale, la « Triade » (zone euro, États-Unis et Japon) a produit encore plus de 40 % de la richesse mondiale (exprimée en PPA), en dépit du ralentissement de l'activité à partir du second semestre.

Les autres grandes zones ont éprouvé, à des degrés divers, d'importantes difficultés dans leur développement. L'Amérique du Sud, longtemps affectée par l'instabilité politique, amorce son redressement économique, bénéficiant à présent des hausses de prix des matières premières, agricoles et minérales. De profonds bouleversements, notamment d'ordre économique, ont affecté la Russie et les États voisins après l'effondrement du bloc soviétique dans les années quatre-vingt-dix. L'Afrique reste largement à l'écart de la croissance mondiale, même si, selon les États et leur dotation en matières premières, les situations sont très contrastées.

La mesure du PIB est un indicateur partiel du bien-être d'une population. Ainsi, les États-Unis, largement en tête en termes de PIB par tête, sont devancés par plusieurs pays quand on prend en compte certaines données sociales (espérance de vie, alphabétisation, etc.). Ces indicateurs du développement humain (IDH) ne font, cependant, que nuancer les diagnostics économiques : les pays africains restent les plus mal classés ; les pays d'Asie rattrapent peu à peu les pays d'Amérique latine grâce à leurs efforts pour scolariser leur population. ■

Comparer en *volume* les PIB de différents pays relatifs à une même année nécessite de neutraliser les écarts de prix existant entre ces pays. Pour cette raison, on exprime les PIB en parités de pouvoir d'achat (PPA).

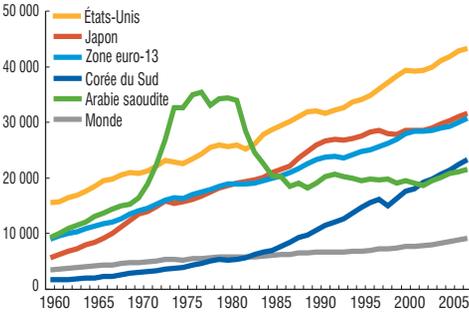
Pour en savoir plus

- Rapport sur le développement humain : <http://hdr.undp.org/en/statistics>
- Rexecode : comparaisons internationales 1960-2006 : www.coe-rexecode.fr

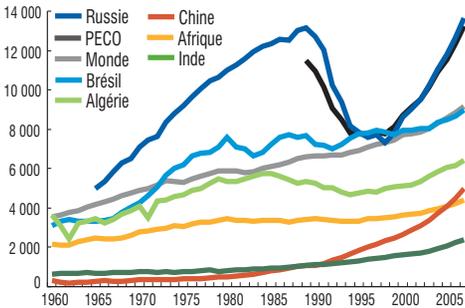
1. Évolution du PIB par habitant depuis 1960 dans le monde

en dollars, corrigée des parités de pouvoir d'achat

Plus de 20 000 \$ par habitant en 2007



Moins de 20 000 \$ par habitant en 2007



Source : Coe-Rexecode.

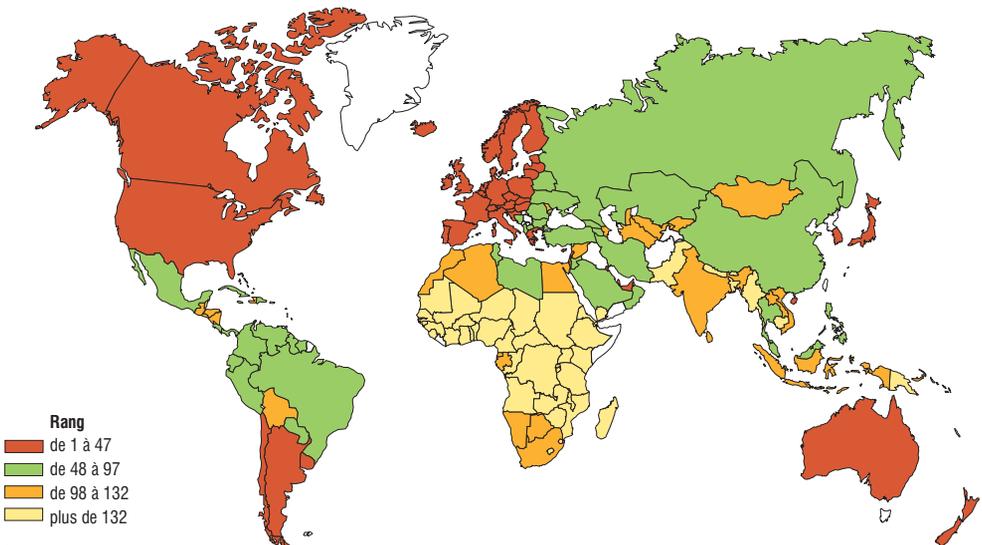
2. Population et PIB par habitant en 2007

	Part du PIB mondial en PPA (%)	Population en millions d'habitants	PIB par habitant (k\$ PPA)
Monde	100,0	6 671	9,2
Triade			
États-Unis	21,4	302	43,3
Japon	6,6	128	31,6
Zone euro (15 pays)	16,0	319	30,6
Allemagne	4,3	82	32,2
France	3,2	64	30,4
Italie	2,8	59	28,6
Espagne	2,1	44	28,7
Autres pays d'Europe			
Royaume-Uni	3,3	61	33,1
PECO	2,6	103	15,3
Russie	3,2	142	13,6
Pays émergents			
Chine	10,8	1 329	5,0
Inde	4,6	1 169	2,4
Brésil	2,8	192	9,0
Mexique	2,1	106	11,9
Pays pauvres (plus de 100 millions d'habitants)			
Indonésie	1,3	232	3,4
Pakistan	0,7	164	2,5
Nigeria	0,5	148	1,9

Sources : Banque mondiale, Coe-Rexecode.

3. Indicateur de développement humain (IDH)

pays répartis selon leur rang de classement



Source : Nations unies (UNDP).

1.2 Les échanges industriels mondiaux

Le volume des échanges mondiaux de biens (y compris IAA et énergie) progresse de manière soutenue depuis 2000 : + 5,5 % en moyenne annuelle en volume. Le poids des pays émergents au sein du commerce mondial s'accroît : 35 % des exportations (exprimées en dollars) en 2007, contre 28 % en 2000.

Toutefois, au second semestre 2007, la croissance des échanges mondiaux (+ 5,5 % en volume) a ralenti. Cette décélération est la conséquence de plusieurs facteurs : difficultés de l'économie américaine, nées de la crise immobilière, qui a induit une crise financière internationale et un resserrement du crédit ; hausses de prix de l'énergie et des matières premières (cf. fiche 1.7) qui ont pesé sur le pouvoir d'achat des ménages. Selon l'OMC, la croissance des échanges devrait encore ralentir en 2008 et s'établir aux alentours de 4,5 % en volume.

Aux États-Unis, pour la deuxième année consécutive, la croissance des exportations de produits manufacturés (+ 7 % en volume en 2007 et + 10,5 % en 2006) est supérieure à celle des importations (+ 1 % en 2007 et + 5,5 % en 2006). Les exportations de biens intermédiaires ont progressé de 15 % en valeur entre 2007 et 2006, essentiellement dans les secteurs des produits métalliques ainsi que dans la chimie : les exportateurs ont répercuté les hausses de prix des matières premières. Les exportations se sont aussi fortement accrues dans les secteurs de la construction aéronautique grâce à de bonnes ventes de Boeing (+ 20 %), de l'automobile (+ 13 %) et dans les produits pharmaceutiques (+ 14 %). Ces bonnes performances, liées à la faiblesse du dollar, ont permis une réduction du déficit extérieur pour la première fois après six années de forte hausse : il est passé de 838 milliards de dollars en 2006 à 819 milliards en 2007.

La Chine est devenue le deuxième exportateur mondial en 2007, juste devant les États-Unis : elle a exporté pour 1 218 milliards de dollars de biens. Ses exportations sont en hausse de 25 % en volume, en moyenne annuelle, depuis 2000. En 2007, elles représentent environ

37 % du PIB, contre 8,4 % pour les États-Unis et 10,1 % pour l'Union européenne à 27 (hors échanges intra-UE à 27). Le solde des échanges chinois de produits manufacturés (y compris IAA et énergie) est excédentaire de 262 milliards de dollars (176 milliards en 2006).

L'Europe est le premier exportateur mondial, devant la Chine et les États-Unis (cf. fiche 1.3). Toutefois, au sein de l'Union européenne, les deux tiers des échanges extérieurs s'effectuent à l'intérieur de la zone. En excluant les échanges intrazone, il apparaît que :

- l'Asie vient en tête, avec 45 % des exportations vers les autres zones en 2006. Elle réalise à elle seule plus de 60 % des exportations extrazone dans l'informatique, le textile, les télécommunications et l'ameublement ;

- l'Europe (y c. Russie) arrive en deuxième position (32 % des exportations extrazone). Elle garde l'avantage dans la fabrication de médicaments (63 % des exportations intercontinentales), d'équipements mécaniques (45 %), d'appareils médicaux (41 %) et dans la chimie (37 %). Dans l'automobile (35 %), sa position se détériore face à la poussée des exportations asiatiques ;

- loin derrière (19 % des exportations extrazone), les parts de marché du *continent américain* reculent de 4 points entre 1996 et 2006. Ses exportations restent toutefois importantes dans la construction aéronautique (40 %), les IAA (36 %), le secteur du bois-papier-imprimerie (31 %) et les appareils médicaux. Les États-Unis réalisent 75 % des exportations hors du continent américain. Le Brésil augmente ses exportations, notamment dans les IAA (un tiers des exportations extrazone) et dans l'habillement-cuir (un quart des exportations extrazone) ;

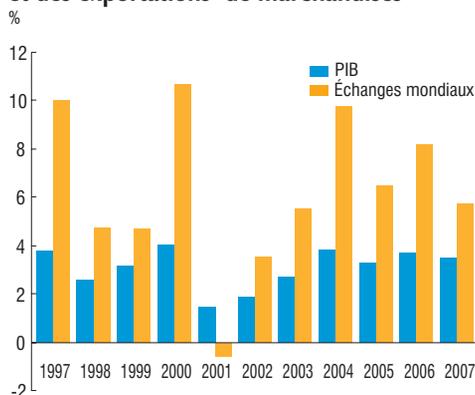
- l'Afrique (4 % des exportations extrazone, y c. le Moyen-Orient) n'a pas encore réussi à prendre place dans le commerce international. Elle n'est en bonne position que pour les minerais et la métallurgie de base (15 % des exportations extrazone) : elle a largement bénéficié des hausses de prix des matières premières. ■

Pour en savoir plus

- Statistiques du commerce extérieur des États-Unis : <http://www.census.gov/foreign-trade/www/>
- Rapport annuel de l'OMC sur le commerce mondial : <http://www.wto.org/>

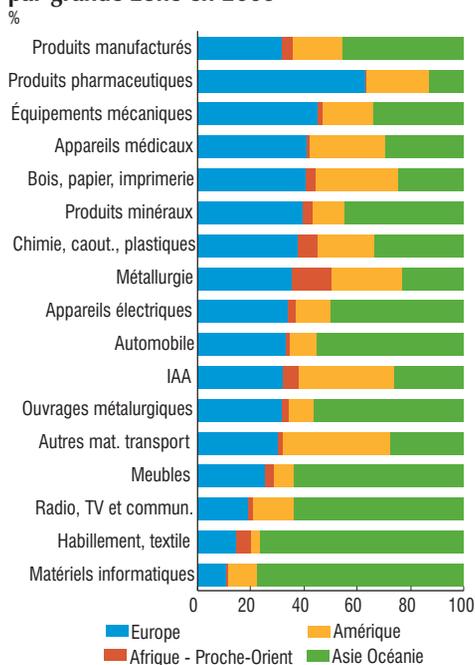
Les échanges industriels mondiaux 1.2

1. Taux de croissance en volume du PIB et des exportations de marchandises



Note : PIB mondial évalué aux taux de change courants.
 Champ : industrie manufacturière, y compris IAA et énergie.
 Source : OMC.

2. Échanges de produits manufacturés par grande zone en 2006



Note : commerce intrazone exclu.
 Champ : industrie manufacturière, y compris IAA et hors énergie.
 Source : Cepii - base Chelem.

3. Évolution annuelle, à prix constants, du PIB et des échanges de marchandises

	PIB			Exportations			Importations		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
Amérique du Nord	3,1	3,0	2,3	6,0	8,5	5,5	6,5	6,0	2,5
dont États-Unis	3,1	2,9	2,2	7,0	10,5	7,0	5,5	5,5	1,0
Amérique centrale et australe	5,6	6,0	6,3	8,0	4,0	5,0	14,0	15,0	20,0
Europe	1,9	2,9	2,8	4,0	7,5	3,5	4,5	7,5	3,5
dont Union européenne à 27	1,8	3,0	2,7	4,5	7,5	3,0	4,0	7,0	3,0
Communauté des états indépendants (ex-URSS)	6,7	7,5	8,4	3,5	6,0	6,0	18,0	21,5	18,0
Afrique et Moyen-Orient	5,6	5,5	5,5	4,5	1,5	0,5	14,5	6,5	12,5
Asie	4,2	4,7	4,7	11,0	13,0	11,5	8,0	8,5	8,5
dont Chine	10,4	11,1	11,4	25,0	22,0	19,5	11,5	16,5	13,5
Japon	1,9	2,4	2,1	5,0	10,0	9,0	2,5	2,5	1,0
Inde	9,0	9,7	9,1	21,5	11,0	10,5	28,5	9,5	13,0
Monde	3,3	3,7	3,4	6,5	8,5	5,5	6,5	8,5	5,5

Champ : industrie manufacturière, y compris IAA et énergie.
 Source : OMC.

1.3 Le poids de l'industrie dans l'économie

L'industrie demeure une composante très importante de l'économie française. Les quatre cinquièmes des dépenses de R & D lui sont consacrées et les produits industriels représentent également les quatre cinquièmes des exportations de biens et services.

Cependant, en France, comme dans la plupart des pays développés, le poids des **branches** industrielles (y compris IAA et énergie) se réduit en valeur : la part dans le PIB de leur valeur ajoutée est passée de 18,4 % à 12,1 % entre 1997 et 2007. Mais l'essentiel du recul de la valeur ajoutée industrielle est dû à la baisse des prix relatifs de l'industrie manufacturière. En effet, entre 2000 et 2007, la hausse des prix des services a été deux fois plus élevée que celle des prix à la production dans l'industrie. Ainsi, en volume, la part de la valeur ajoutée des branches industrielles se maintient autour de 17 %.

Cette baisse des prix relatifs a été permise par des gains de productivité très élevés dans l'industrie : + 4 % par an entre 1997 et 2006. Au cours de la même période, les gains de productivité ont été bien plus faibles dans les services aux entreprises (+ 1 % par an). Ces forts gains de productivité ont aussi réduit les besoins en main-d'œuvre : l'emploi industriel a diminué de plus de 10 % entre 2000 et 2007. Mais l'analyse de seules branches industrielles n'est pas suffisante pour apprécier le poids réel de l'industrie dans l'économie, car les entreprises industrielles exercent, de diverses façons, un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'activité, en particulier sur les services et le commerce.

D'abord, elles produisent des services pour leurs besoins propres. En 2005, un cinquième des effectifs de l'industrie réalisaient un large

éventail de services en interne : un quart de ces effectifs effectuaient de la R & D, un autre quart des services commerciaux. Ces services, qui se situent respectivement en amont et aval de la production, sont pour certaines industries plus stratégiques que la fonction de production elle-même, au point que certains industriels évoluent progressivement du statut de fabricants à celui de donneurs d'ordres (*fabless*), faisant ainsi de la conception et de la commercialisation leur « cœur de métier ».

Ensuite, les entreprises industrielles ont un rôle d'entraînement sur d'autres branches de l'économie. Ainsi, les services aux entreprises, qui représentent 16,6 % du PIB, sont largement achetés par les entreprises industrielles. En 2005, celles-ci ont consacré près de 10 % de leur chiffre d'affaires à l'achat de services. La logistique et le transport sont les premiers services achetés par l'industrie (un tiers des achats de services). Puis, viennent les services d'administration générale (comptabilité, assurances, intérim) et les services généraux (maintenance, nettoyage). Les entreprises des **secteurs** des biens de consommation et de l'automobile achètent en outre des services de marketing (publicité, communication). Enfin, les entreprises consacrent un dixième de leurs achats de services à la recherche et développement.

Les activités de services dépendent donc de celles de l'industrie. En outre, l'accroissement important de leur poids dans l'activité économique doit beaucoup au mouvement « d'externalisation » : une large part des fonctions auxiliaires de services antérieurement intégrées aux entreprises industrielles est aujourd'hui réalisée au sein des entreprises de services. ■

Définitions

Une **branche** regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits relevant du même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

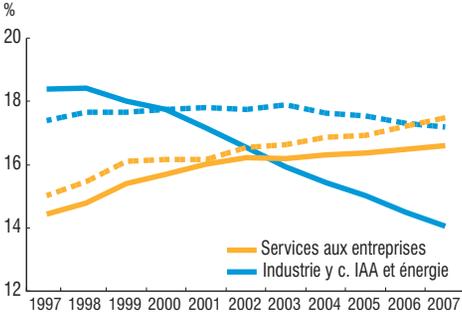
Un **secteur d'activité** regroupe des entreprises qui ont la même activité principale (au regard de la nomenclature d'activité économique considérée). La production d'un secteur n'est donc pas homogène : elle comprend des biens ou services qui ne relèvent pas de l'activité principale.

Pour en savoir plus

- « Rapport sur les comptes des services », Insee : www.insee.fr/fr/nom_def_met/methodes/doc_travail/liste_doc_travail.asp?simple=services&ok=OK
- « 4 Pages » du Sessi sur le recours aux services : <http://www.industrie.gouv.fr/sessi/4pages/242/index.html>
- <http://www.industrie.gouv.fr/sessi/4pages/247/index.html>

Le poids de l'industrie dans l'économie 1.3

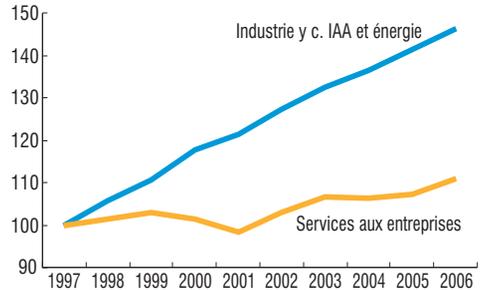
1. Part de la valeur ajoutée dans l'ensemble de l'économie



en pointillé : volume prix 2000.
 en trait plein : valeur prix courants.
 Source : Insee - Comptes de la nation.

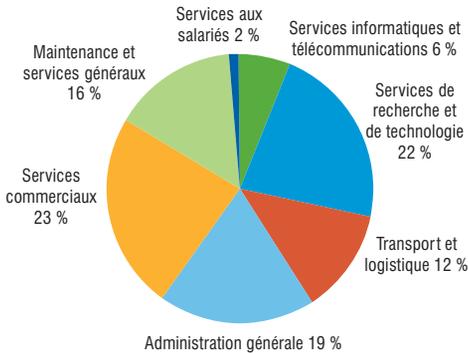
2. Productivité horaire du travail par branche

indices, base 100 en 1997



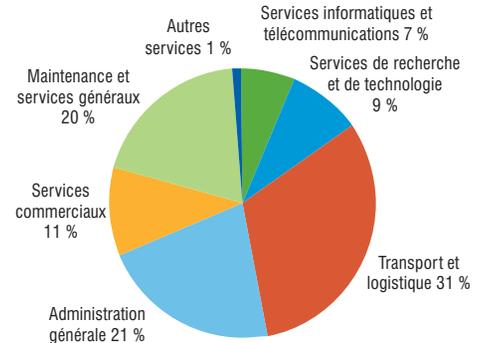
Source : Insee - Comptes de la nation.

3. Les effectifs des entreprises industrielles assurant des services en interne par grande fonction



Note : en 2005, 19 % des effectifs consacrés à la production interne de service ont assuré des services d'administration générale.
 Champ : entreprises de 20 salariés ou plus de l'industrie manufacturière hors IAA.
 Source : Sessi - Enquête sur le recours aux services par l'industrie en 2005.

4. Les achats de services des entreprises industrielles par grande fonction



Note : en 2005, 31 % des achats de services ont été consacrés à des services de transport et de logistique.
 Champ : entreprises de 20 salariés ou plus de l'industrie manufacturière hors IAA.
 Source : Sessi - Enquête sur le recours aux services par l'industrie en 2005.

1.4 La production industrielle en 2007

En 2007, la production de l'industrie manufacturière s'est accrue de 1,5 %. Ce rythme de croissance reste en retrait de celui de la zone euro (+ 4 %). Son évolution a été plus régulière qu'en 2006. Fait majeur : le recul de l'automobile semble enrayé. Par contre, la production de biens de consommation a été moins allante que les années passées.

La reprise de la production de l'industrie agroalimentaire se poursuit (+ 2,3 %, après + 1,5 % en 2006) dans un contexte de flambées des prix des céréales, des oléagineux et du lait. Les secteurs des viandes, après la crise de la grippe aviaire en 2006, et ceux des produits laitiers repartent. La croissance reste très forte pour les huiles raffinées, portée par les biocarburants, mais fléchit dans les boissons, pénalisée par les conditions climatiques défavorables de l'été.

La production de biens de consommation a ralenti (+ 0,4 %, contre + 2 % en 2006). L'industrie pharmaceutique fléchit quelque peu (+ 4,4 %, après + 6,8 % en 2006). Les cosmétiques et les produits de luxe bénéficient toujours de la demande mondiale. Dans les autres secteurs, la production a de nouveau reculé devant les importations. Dans l'habillement-cuir, les industriels se transforment progressivement en donneurs d'ordres ou en gestionnaires de marque. La production de biens d'équipement du foyer recule également. Ainsi, en dépit du regain de la demande, la production de meubles ne fait que se stabiliser, tout comme la production d'appareils domestiques. Les ventes d'électronique « grand public » progressent au profit quasi exclusif des produits asiatiques.

La production automobile, bien que légèrement inférieure à celle de 2006 (- 0,2 %, après - 7,1 %), est repartie à la hausse (+ 6,9 % en glissement annuel). Ce rebond reste fragile et l'excédent commercial a pratiquement disparu. La production en France est limitée par la localisation croissante des nouvelles unités de production en Europe centrale. Amorcé dès 2006, le redressement de la production des équipementiers s'est consolidé en 2007.

Les biens d'équipement contribuent toujours le plus à la croissance de la production manufacturière. La croissance de leur production est restée forte quoique en retrait par rapport à 2006 (+ 3,2 %, après + 5,5 %), les exportations marquant une pause. La croissance de la production de matériel de transport a été élevée, portée par l'aéronautique. Les chantiers navals ont reçu d'importantes commandes, avec la forte demande mondiale de transport de fret. La production d'équipements mécaniques est soutenue par le redressement des investissements en France et par la demande internationale. 2007 est une année de stagnation pour les biens d'équipement électrique et électronique, marqués par un net reflux des exportations : nouveau recul du matériel informatique, stabilisation pour les équipements de transmission, plafonnement des appareils de mesure, mais très forte progression du matériel médical.

La production de biens intermédiaires accélère progressivement : + 1,2 %, après + 0,9 % en 2006 et une stagnation en 2005. L'impact des hausses de prix des matières premières reste fort. Les produits minéraux, comme le ciment, le verre et les divers produits de base destinés à la construction, ne bénéficient plus de la croissance des mises en chantier de logements, qui restent cependant à un haut niveau. De nouveaux débouchés ont permis de limiter le déclin du textile. Le secteur du bois et papier-carton manque de dynamisme. La production de la branche chimie-caoutchouc-plastiques rebondit, la chimie organique, la parachimie et le secteur des peintures et vernis se redressant nettement. Dans la métallurgie et la transformation des métaux, la production sidérurgique recule, fluctuante et dominée, pour les produits courants, par la production chinoise. Les secteurs du travail des métaux et des produits métalliques continuent de progresser, tirés par les industries mécaniques, les matériels de transport et le redressement récent de l'automobile. Le secteur des composants électriques et électroniques se porte mieux. ■

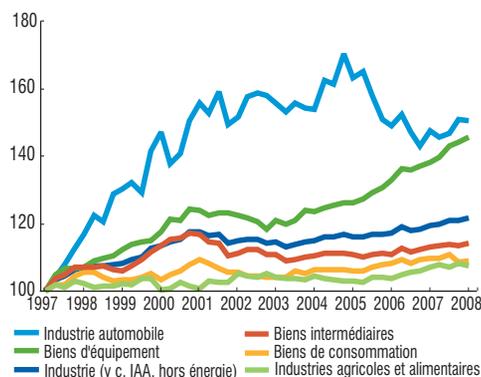
Pour en savoir plus

- Honoré G. : « La production industrielle en 2007 », *Le 4-Pages*, Sessi, n° 244, avril 2008 : <http://www.industrie.gouv.fr/sessi/4pages/244/index.html>
- Fiches et notes de conjoncture industrielle du Sessi : www.industrie.gouv.fr/observat/conjonct/pdf/fiches.htm
- Indice de production industrielle : www.insee.fr/fr/indicateur/indic_conj/liste_indice.asp

La production industrielle en 2007 1.4

1. Production industrielle : grandes branches

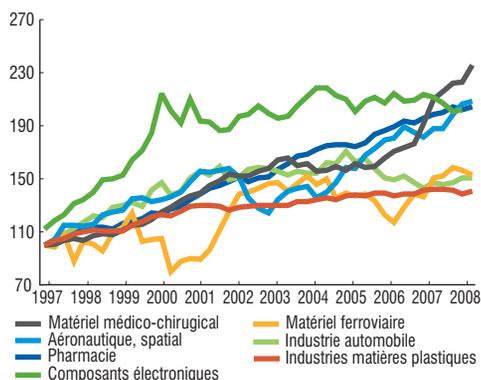
indices, base 100 en 1997



Source : Insee - indices de la production industrielle.

2. Branches en forte croissance

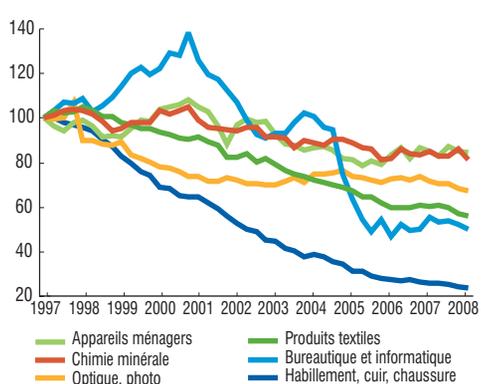
indices, base 100 en 1997



Source : Insee - indices de la production industrielle.

3. Branches en déclin accentué

indices, base 100 en 1997



Source : Insee - indices de la production industrielle.

4. Croissance de la production industrielle par branche

	07/06	07/97	07/97 en rythme annuel
Industrie manufacturière	1,5	15,7	1,5
Industries agricoles et alimentaires	2,3	5,9	0,6
Biens de consommation	0,4	7,1	0,7
Habillement, cuir, chaussure	-8,3	-74,7	-12,8
Habillement	-13,4	-83,1	-16,3
Cuir, chaussure	-3,0	-52,2	-7,1
Édition, imprimerie	-4,3	0,6	0,1
Pharmacie, parfum., entretien	4,6	74,5	5,7
Pharmacie	4,4	94,7	6,9
Parfumerie, entretien	5,2	30,5	2,7
Équipements du foyer	-3,4	-8,1	-0,8
Ameublement	-0,8	-1,0	-0,1
Appareils ménagers	0,2	-12,5	-1,3
Image, son	-24,2	8,3	0,8
Optique, photo	-4,3	-31,3	-3,7
Industrie automobile	-0,2	39,0	3,4
Construction automobile	-1,4	39,8	3,4
Équipement automobile	2,7	37,5	3,2
Biens d'équipement	3,2	33,8	3,0
Matériel de transport	7,7	64,1	5,1
Construction navale	12,4	18,3	1,7
Matériel ferroviaire	18,6	56,4	4,6
Aéronautique, spatial	6,0	79,8	6,0
Cycles, motocycles	-0,4	-16,3	-1,8
Équipements mécaniques	4,6	33,9	3,0
Éléments de construction	2,7	7,8	0,8
Chaudronnerie	3,6	67,2	5,3
Fabrications mécaniques	4,2	26,7	2,4
Machines d'usage général	7,7	61,3	4,9
Machines agricoles	10,0	39,0	3,4
Machines-outils	1,7	-10,6	-1,1
Machines à usage spécifique	0,8	3,2	0,3
Équipement électriques-électroniques	-2,0	16,4	1,5
Bureautique et informatique	-4,1	-54,3	-7,5
Moteurs électriques	6,6	27,1	2,4
Émission, transmission	-9,7	10,4	1,0
Matériel médico-chirurgical	3,1	74,8	5,7
Appareils de mesure	-1,6	28,1	2,5
Biens intermédiaires	1,2	8,9	0,9
Produits minéraux	0,7	10,5	1,0
Mines et carrières	2,8	13,0	1,2
Verre	-0,3	3,3	0,3
Matériaux de construction	0,5	14,4	1,4
Produits textiles	-1,2	-41,5	-5,2
Filature	-4,2	-47,1	-6,2
Articles textiles	-1,4	-22,9	-2,6
Maille	9,0	-58,6	-8,4
Bois, papier, carton	0,5	7,2	0,7
Travail du bois	0,8	11,8	1,1
Pâte, papier, carton	-0,3	3,9	0,4
Papeterie, cartonnerie	1,3	7,4	0,7
Chimie, plasturgie, caoutchouc	2,1	11,5	1,1
Chimie minérale	0,1	-17,6	-1,9
Chimie organique	3,2	12,0	1,1
Parachimie	5,5	-5,5	-0,6
Fibres artificielles	-16,3	-22,6	-2,5
Industrie du caoutchouc	-0,7	1,4	0,1
Ind. des matières plastiques	1,4	34,9	3,0
Sidérurgie, métallurgie	0,2	9,2	0,9
Sidérurgie	-1,3	1,1	0,1
Métaux non ferreux	-6,0	-15,8	-1,7
Fonderie	-0,4	3,5	0,3
Travail des métaux	2,3	19,3	1,8
Produits métalliques	-0,5	10,2	1,0
Composants électriques	2,9	31,8	2,8
Matériels électriques	4,7	18,0	1,7
Composants électroniques	-1,2	82,9	6,2

Source : Insee - indices de la production industrielle.

1.5 Les prix à la production dans l'industrie en 2007

Sur l'ensemble des marchés, français et extérieurs, les prix à la production* dans l'industrie manufacturière (hors IAA et énergie) ont évolué en moyenne annuelle de 2,2 % en 2007, rythme proche de celui de 2006 (+ 2 %).

Les prix en euros de l'ensemble des matières premières industrielles* (+ 0,5 %) et du pétrole importé (+ 1,4 %) ont augmenté beaucoup plus modérément qu'en 2006 (respectivement + 18 % et + 37 %). Cela a permis, sur l'ensemble des marchés, un ralentissement des prix à la production de l'énergie (+ 1,4 % en moyenne annuelle en 2007, après + 9,1 % en 2006) et des biens intermédiaires (+ 3,3 % en 2007, après + 4,3 %).

Les prix des produits de l'industrie automobile ont augmenté plus faiblement (+ 0,5 %, après + 0,8 % l'année précédente) et ceux des biens de consommation ont légèrement baissé (- 0,1 %, après - 0,8 %). En revanche, les prix des biens d'équipement, portés par le dynamisme de la demande adressée aux industries de l'aéronautique et des biens d'équipements mécaniques, ont augmenté plus sensiblement qu'en 2006 (+ 3 %, après + 0,2 %).

Toujours sur l'ensemble des marchés, les prix des produits des industries agroalimentaires progressent bien plus rapidement en 2007 qu'en 2006 (+ 4,4 %, contre + 1,7 % en moyenne annuelle). Cette accélération est essentiellement due à la hausse des céréales transformées et aliments pour animaux (+ 16,4 %, après + 3,2 % en 2006) et dans une moindre mesure à celle des produits laitiers (+ 3,9 %, après + 0,3 %). Les industriels des IAA répercutent l'envolée des prix agricoles des céréales et la forte hausse du prix du lait (respectivement + 56 % et + 6,6 % en moyenne annuelle entre 2006 et 2007).

Sur le marché français, en 2007, les prix à la production des produits manufacturés (hors IAA) ont évolué en moyenne annuelle de 2,3 %, rythme proche de celui de 2006 (+ 2,4 %). En revanche, les prix des IAA ont augmenté plus sensiblement que l'année précédente (+ 4,5 %, après + 2,1 %) et la hausse des prix de l'énergie a nettement décéléré (+ 8,1 %, après + 1,6 %). Entre 2000 et 2004, les prix sur le marché français ont été dans l'ensemble relativement

stables. Depuis 2004, les prix ont évolué différemment selon les branches : ils ont continué de stagner dans les biens de consommation, ont augmenté modérément dans l'automobile et les biens d'équipement, ont progressé vivement dans les biens intermédiaires en raison de la hausse des prix des matières premières.

Dans un contexte de vive concurrence mondiale et d'appréciation de l'euro, les industriels français ont cherché à garder, voire développer, leurs parts de marchés extérieurs en modérant leurs prix à l'exportation : ainsi, alors que les prix des produits manufacturés (hors IAA et énergie) ont augmenté de 0,8 % en moyenne annuelle entre 2000 et 2006 sur le marché français, les prix à l'exportation ont diminué de 1,2 % en moyenne annuelle au cours de la même période.

Cependant, en 2007, sur l'ensemble des produits manufacturés (hors IAA), les prix à l'exportation (+ 2,1 %) ont évolué à un rythme proche des prix sur le marché français (+ 2,3 %). De même, la hausse des prix des IAA a été quasiment la même sur les marchés extérieurs et sur le marché intérieur (respectivement + 4,4 % et + 4,5 %). Ce constat général recouvre des réalités différentes selon les branches : les prix des biens de consommation ont été stables sur le marché français alors qu'ils ont continué de décliner à l'exportation en 2007 (- 1,2 %). *A contrario*, la vigoureuse demande asiatique en biens d'équipements mécaniques a tiré à la hausse les prix à l'exportation de l'ensemble des biens d'équipement (+ 4,8 %).

Du fait de l'appréciation de l'euro, les prix d'achat à l'importation sur le marché français des biens issus de l'activité industrielle hors IAA ont baissé de 0,6 % entre décembre 2006 et décembre 2007 alors qu'ils avaient augmenté de 2,1 % entre décembre 2005 et décembre 2006. La hausse des prix des IAA à l'importation s'est dans le même temps fortement accélérée, passant de + 1,3 % entre décembre 2005 et décembre 2006 à + 8,8 % entre décembre 2006 et décembre 2007 du fait de l'envolée du prix des huiles et de la forte hausse des prix des produits laitiers. ■

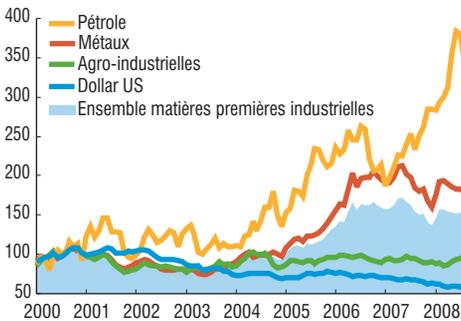
Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- Insee - base de données sur les indices : www.indices.insee.fr

Les prix à la production dans l'industrie en 2007 1.5

1. Prix du pétrole et des matières premières importées, en euros

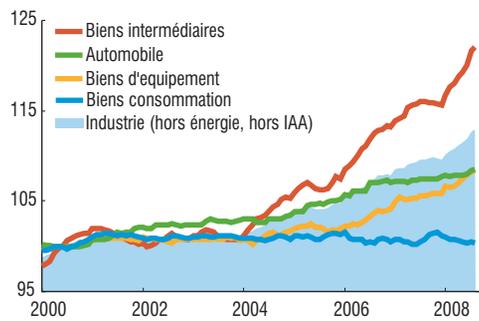
Indices, base 100 en 2000



Source : Insee, prix du pétrole et des matières premières.

2. Prix à la production sur le marché français

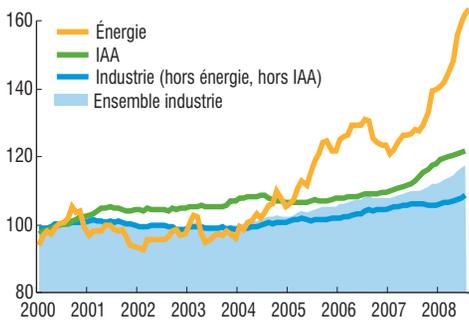
Indices, base 100 en 2000



Source : Insee, indices des prix à la production.

3. Prix à la production, ensemble des marchés

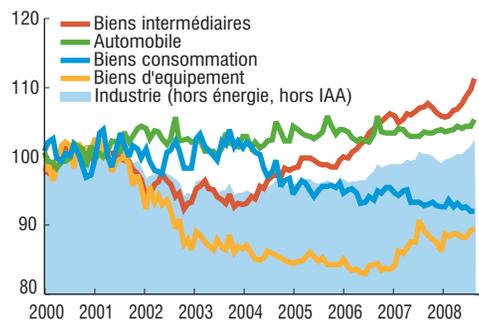
Indices, base 100 en 2000



Source : Insee, indices des prix à la production.

4. Prix à la production sur les marchés étrangers

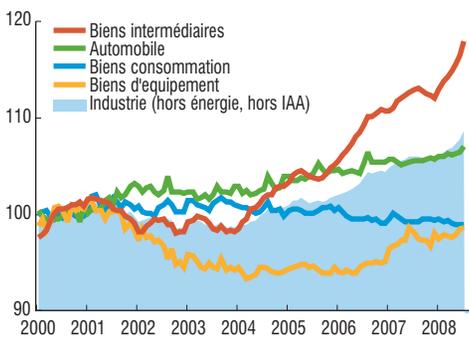
Indices, base 100 en 2000



Source : Insee, indices des prix à la production.

5. Prix à la production, ensemble des marchés

Indices, base 100 en 2000



Source : Insee, indices des prix à la production.

6. Prix à la production des biens intermédiaires sur le marché français

Indices, base 100 en 2000



Source : Insee, indices des prix à la production.

1.6 Matières premières minérales : prix et approvisionnement

La Chine est aujourd'hui au centre du marché mondial des matières premières* minérales. Longtemps, ce pays a pu satisfaire ses besoins en matières premières minérales avec ses propres ressources, avec un impact marginal sur les marchés mondiaux. À partir de 2001-2002, du fait de sa vive croissance économique, la Chine devient importateur systématique pour les matières intrinsèquement rares - les métaux essentiellement. Dès lors, les prélèvements sur les disponibilités minières mondiales situées hors de Chine ne cessent d'augmenter.

La crise de la demande s'est ainsi transformée en une crise de l'offre : l'industrie minière occidentale, déstabilisée pendant toutes les années quatre-vingt-dix par les énormes surplus miniers de l'ex-URSS, et de ce fait plongée dans des restructurations en cascades, n'était pas du tout préparée à faire face à la soudaine envolée de la demande des pays émergents.

Or, les marchés des métaux sont particulièrement sensibles à tout déséquilibre de l'offre et de la demande. L'envol des prix de l'acier a pris naissance en 2002 et celui des principaux métaux non ferreux en 2003. Les hausses les plus fortes ont eu lieu essentiellement à partir de 2004, année où les prix moyens annuels de l'acier et du cuivre ont augmenté de 60 % environ. Mais l'année 2006 est marquée par des hausses encore plus fortes qu'en 2004, avec + 135 % pour les prix moyens du zinc et + 90 % pour le cuivre. Au total, les prix de ces deux métaux ont quadruplé de 2001 à 2006.

Quant à la filière de l'acier, elle n'a pas non plus été épargnée en 2006 : les prix moyens du minerai de fer et du charbon à coke ont tous deux augmenté de 15 % et celui du nickel, principal métal d'alliage des aciers inoxydables, s'est envolé de 60 %, quadruplant lui aussi de 2001 à 2006.

L'année 2007 est dans le droit fil des années précédentes. Deux métaux de base ont été particulièrement affectés par des hausses de prix : le nickel et le plomb. Leurs prix moyens ont augmenté respectivement de 100 % et 155 %. Seul le prix du zinc a baissé (- 8 %), juste après sa hausse record de 2006 (+135 %).

Les fonds spéculatifs sont très présents sur les marchés des métaux. Ils y exploitent les situations de pénurie. Toutefois, il est difficile de faire la part de la spéculation dans les hausses de prix, même lorsque celles-ci semblent particulièrement excessives. En effet, dans les secteurs très capitalistiques comme l'industrie des matières premières minérales, les niveaux de prix doivent être tels qu'ils puissent réellement restreindre la demande, promouvoir le développement de substituts ou des alternatives techniques au niveau de la demande finale.

La Chine cherche à sécuriser ses approvisionnements en développant une politique active d'accès aux ressources minières au niveau mondial, notamment sur le continent africain. Elle s'efforce, parallèlement, de se doter des capacités de production métallurgiques correspondant à ses besoins. En France, dans un contexte mondial de hausse générale du prix des matières premières, le déficit extérieur des échanges de matières premières minérales s'est de nouveau fortement accru, passant de 5,3 à 8,7 milliards d'euros (+ 64 %). Les exportations françaises de demi-produits sont pour la première fois déficitaires. Le recyclage des métaux prend naturellement une importance croissante. Les taux apparents de recyclage au niveau français ne reflètent qu'une partie de la réalité car la France est structurellement exportatrice de déchets ferreux et non ferreux qui s'incorporent dans les productions de métaux et de demi-produits des pays voisins. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- « Chiffres clés des matières premières minérales », DGEMP : www.industrie.gouv.fr/energie
- *Revue Écomine*, DGEMP et BRGM.
- « Cyclope, les marchés mondiaux », *Économica*, 2006.
- http://www.industrie.gouv.fr/energie/publi/f1e_pub.htm
- « Minéraux et métaux », rapport d'activité, Fedem : www.fedem.fr

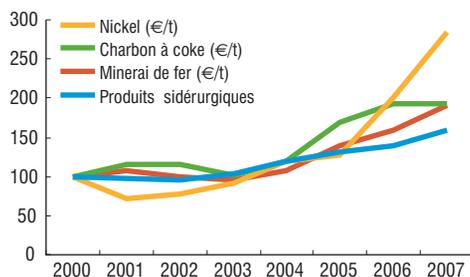
Matières premières minérales : prix et approvisionnement 1.6

1. Échanges extérieurs de matières premières

milliards d'euros			
En 2007	Import	Export	Solde
Minerais			
ferreux	0,93	n.s.	- 0,93
non ferreux	0,48	0,10	- 0,38
minéraux chimiques	0,12	0,05	- 0,07
minéraux industriels	0,11	0,11	0
Déchets			
ferreux	0,84	2,02	+ 1,18
non ferreux	1,12	1,94	+ 0,82
Métaux bruts			
ferreux	0,14	0,13	- 0,01
non ferreux	6,28	2,06	- 4,22
ferro-alliés	0,71	0,23	- 0,48
Demi-produits			
ferreux	13,18	12,65	- 0,53
non ferreux	6,54	4,56	- 1,98
Autres produits			
chimie minérale de base	2,86	1,95	- 0,91
matériaux de construction	2,47	1,24	- 1,23
Total	35,78	27,04	- 8,74
Évolution 2007/2006(%)	+ 18 %	+ 8 %	+ 64 %

Source : Douanes.

2. Prix dans la filière de l'acier



Sources : Insee, Eurostat et LME - prix à l'importation (UE) du fer et du charbon, cours LME à 3 mois du nickel, indice des prix à la production pour les produits sidérurgiques.

3. Pays fournisseurs de la France en 2007

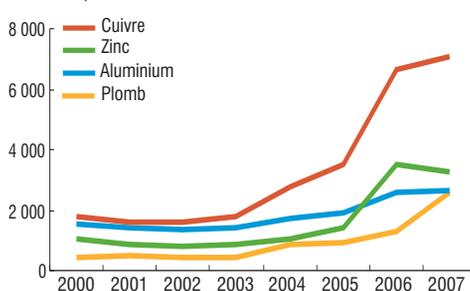
Part en % des approvisionnements en quantité

	Principal pays fournisseur	Pays en 2 ^e position
Minerai de fer	Brésil (70)	Mauritanie (15)
Bauxite	Guinée (70)	Grèce (15)
Alumine	Suriname (30)	Jamaïque (30)
Min. manganèse	Brésil (70)	Afrique du Sud (15)
Phosphate	Maroc (65)	Algérie (25)
Aluminium	Norvège (20)	Pays-Bas (15)
Cuivre	Chili (65)	Pologne (10)
Étain	Indonésie (45)	Pérou (10)
Nickel	Nlle-Calédonie (35)	Russie (25)
Plomb	Allemagne (50)	Belgique (25)
Titane	Royaume-Uni (20)	États-Unis (15)
Zinc	Pays-Bas (25)	Belgique (20)

Source : Douanes.

4. Prix des principaux métaux non ferreux

cours en \$ par tonne



Source : LME (London Metal Exchange) à 3 mois.

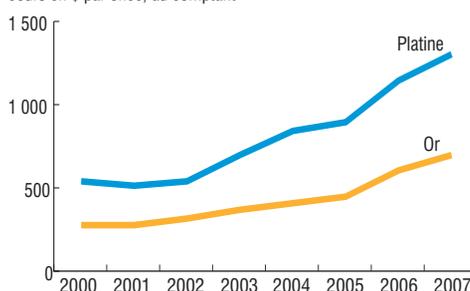
5. Taux de recyclage apparent

en 2006	Production (millions de tonnes)	dont recyclé	Taux de recyclage (%)
Aluminium	1,16	0,43	37
Cuivre	0,44	0,11	25
Fer	19,8	8,30	42
Plomb	0,10	0,10	100
Zinc	0,12	0,03	25

Sources : Ademe, Fedem, FFA.

6. Prix des métaux précieux directeurs

cours en \$ par once, au comptant



Source : LBMA (London Bullion Market Association).

1.7 L'impact de la hausse des prix de l'énergie

Les prix des énergies fossiles sur les marchés internationaux se sont envolés courant 2003. Ils semblent avoir changé structurellement de niveau : depuis le début des années 2000, les prix moyens en dollars ont plus que doublé. Ainsi, le prix moyen annuel du pétrole brut de référence pour l'Europe (Brent daté) est passé de 28,5 dollars par baril en 2000 à 65,1 dollars par baril en 2006, puis à 72,5 dollars par baril en 2007.

L'effet sur l'économie de la zone euro a été atténué par la dépréciation du dollar face à la monnaie européenne. Sur la période 2003-2004, le dollar a perdu 30 % de sa valeur par rapport à l'euro. Il s'est ensuite stabilisé, de sorte que les hausses massives en dollars des prix des énergies fossiles en 2005 et 2006 (+ 42 % et + 19 % respectivement pour le pétrole brut) ont alors pesé de tout leur poids sur l'industrie. La hausse de 2007 (+ 11 %) a, par contre, été en large partie neutralisée par une nouvelle dépréciation importante du dollar (- 8,3 %).

Le prix moyen d'achat de l'électricité par l'industrie française a, comparativement, peu augmenté sur la période (+ 30 % environ entre 2003 et 2007). En fait, ce prix moyen recouvre des situations très contrastées selon que les entreprises ont exercé ou non leur éligibilité au marché dérégulé, issu de la libéralisation européenne de l'électricité à partir de 2000. En effet, depuis cette date, les prix sur le marché libre ont doublé tandis que ceux des contrats traditionnels d'EDF sont restés assez stables. Cette hausse est due au très fort renchérissement des énergies fossiles alors même que, en France, l'électricité est majoritairement d'origine nucléaire (*cf. Pour en savoir plus*). Le risque pesant sur la compétitivité des secteurs « électro-intensifs » a conduit les pouvoirs publics à autoriser en

2007 les entreprises sorties du tarif régulé à y revenir (pour une durée maximale de deux ans) moyennant une majoration (tarif dit « Tartam »).

La hausse généralisée des prix de l'énergie affecte en premier lieu les industries grosses consommatrices, c'est-à-dire les industries en amont de la chaîne de production des biens industriels. Paradoxalement, nombre d'entre elles, grâce à des conditions de marché leur permettant de répercuter en aval l'essentiel de leur hausse de coût, n'ont que peu souffert de la situation. Il s'agit typiquement de la sidérurgie, de la métallurgie et de la chimie de base, qui ont vu les prix de leurs produits s'envoler parallèlement à ceux des énergies. À l'inverse, nombre de secteurs situés en milieu de filière, peu ou pas intensifs en énergie, sont indirectement victimes de la situation, subissant les hausses de prix de l'amont sans pouvoir nécessairement les répercuter sur leur propre aval, soit du fait de leurs propres difficultés structurelles (par exemple, le papier-carton), soit en raison du niveau élevé de contraintes sur les prix de l'industrie en aval (comme la fonderie et la transformation des matières plastiques en tant que fournisseurs de l'industrie automobile).

Contrairement aux deux premiers chocs pétroliers (1973 et 1979), dus à une rupture de l'offre de pétrole donnant lieu à une hausse brutale des prix, on assiste depuis 2000 à une hausse continue de la demande, que l'offre peine à suivre. L'ensemble des énergies est concerné. Jusque-là sans effet sur la croissance mondiale, qui en est la cause principale, cette flambée des prix de l'énergie contribue désormais (avec d'autres facteurs) à sa décélération depuis le second semestre 2007. ■

Pour en savoir plus

- Dossier du rapport 2007 de la CPCJ : « De la hausse des énergies fossiles à celle de l'électricité » : <http://www.industrie.gouv.fr/semi/cpci/cpci2007/dossier.pdf>

L'impact de la hausse des prix de l'énergie 1.7

1. Évolution des prix d'achat annuels moyens HT des énergies par l'industrie française

	Unité	2000	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Charbon	€/ tonne	52,3	66,7	58,8	65,2	90,5	91,0	87,6
Fioul lourd	€/ tonne	181,7	174,4	185,8	173,4	228,3	279,7	288,4
Vapeur	€/ tonne	13,1	12,5	13,0	13,0	18,1	22,0	21,8
Gaz naturel	€/ MWh	14,7	15,6	16,8	16,4	20,4	25,6	26,6
Électricité	€/ MWh	37,7	39,1	39,2	41,6	44,7	50,2	49,6

Champ : établissements industriels, hors IAA et énergie, ayant des matériels consommant de l'énergie.

Source : Sessi-EACEI.

2. Consommation finale (CVS) de l'ensemble de l'industrie, y compris les usages de l'énergie en tant que matière première

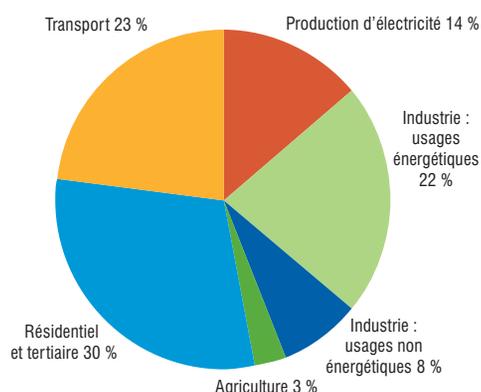
millions de tep	1973	1979	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007 ⁽¹⁾
Charbon	12,3	10,3	10,0	8,7	7,1	6,9	6,3	6,5	6,3
Produits pétroliers	33,2	30,4	19,1	19,6	21,4	22,0	19,5	20,1	19,9
Gaz naturel	5,4	9,5	10,6	11,6	12,7	15,2	14,6	14,0	14,3
Électricité	7,2	8,2	8,3	9,9	10,7	11,9	11,8	11,7	11,6
Total	58,9	59,3	49,3	51,0	53,4	56,8	52,2	52,3	52,1
Électricité (MkWh)	84,0	95,1	96,5	115,5	124,5	138,6	137,2	135,9	135,1

⁽¹⁾ provisoire

Champ : établissements industriels, y compris IAA, énergie et entreprises du BTP, ayant des matériels consommant de l'énergie.

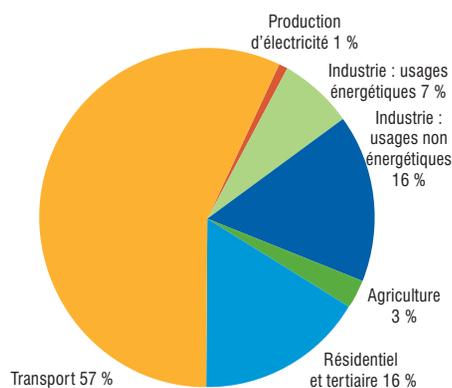
Source : Observatoire de l'énergie.

3. Répartition de la consommation finale de pétrole en France par secteur en 1973



Source : Observatoire de l'énergie.

4. Répartition de la consommation finale de pétrole en France par secteur en 2007



Source : Observatoire de l'énergie.